

# "Une identité commune à préserver"

Les consultations, Renaud Muselier... Martine Vassal fait un point sur la possible intégration du Pays d'Arles au sein de la Métropole

La présidente du Département et de la Métropole était en déplacement dans le Pays d'Arles ce samedi. En fin d'après-midi elle s'est rendue à Saint-Andiol pour une visite du musée Jean-Moulin puis à Châteaurenard pour les vœux du maire et du député à la population. Dans les deux cas, elle a abordé la situation du Pays d'Arles.

**Comment accueillez-vous les résultats, défavorables à la Métropole, des consultations populaires organisées dans certaines communes du Pays d'Arles ?**

La première chose est de savoir comment on pose les questions. Il faut que les personnes comprennent bien la situation qui est complexe. C'est très important pour la population de pouvoir se rendre compte de l'imbroglio institutionnel qui existe aujourd'hui. Qui fait quoi et qui finance quoi... Nous avons donné 220 millions d'euros depuis 6 ans aux 29 communes du Pays d'Arles dans le cadre de l'aide aux communes, nous finançons les routes pour 9 millions d'euros par an, nous avons 140 bâtiments départementaux sur ce territoire, nous finançons 140 millions d'euros sur le RSA... La question est de savoir quelle institution est en capacité de le faire ?

**Comment expliquez-vous la réticence de certains habitants ?**

Je pense qu'ils ne comprennent pas tout à fait les tenants et les aboutissants et surtout on leur fait peur en disant qu'il y aura une augmentation d'impôts... C'est sûr que si c'est un petit département de 29 communes qui restent seules dans leur coin, là il y aura très certainement de très grosses augmentations



La présidente de la Métropole et du Département Martine Vassal fait le point sur cette question qui agite le territoire. /PHOTO ARCHIVES LP

d'impôts. 29 communes sans gare, sans aéroport... C'est compliqué au niveau financier. Aujourd'hui financièrement ça ne peut pas tenir la route sans la globalité du département. Et puis cette institution est voulue par le Président de la République, moi j'aimerais bien que ça reste en l'état, car je trouve que le Conseil départemental à toute son utilité, notamment dans les pays de ruralité, mais puisque le Président a voulu de manière très forte cette fusion, il faut que nous puissions en tirer des avantages et pas que nous fassions comme la dernière fois avec la Métropole et que ça nous soit imposé de là-haut. Soit on dit on est contre et on s'enchaîne autour des grilles devant les mairies et préfetures, soit on essaie de proposer quelque chose. De toute façon, il veut cocher la case fusion et il va nous l'imposer. C'est pour ça que j'essaie de négocier avec le gouvernement, j'essaie de faire quelque chose qui nous serve pour protéger le territoire et notre identité.

**Comprenez-vous cette crainte de perte d'identité ?**

Le Pays d'Arles, comme celui d'Aix, de Salon ou de La Ciotat... Chacun

a ses spécificités. Mais ce qui est important c'est que nous avons une identité commune et elle est importante à préserver. Il faut vraiment insister sur le fait que c'est le gouvernement et le Président qui veut faire cette fusion... Tant qu'à faire autant qu'on fasse les choses correctement.

**Quel regard portez-vous sur le scénario alternatif proposé par le président de la Région Renaud Muselier ?**

S'il peut financer 220 millions d'euros... Avec tous les chiffres que je viens d'indiquer précédemment, je n'ai pas entendu dire qu'il allait financer des sommes aussi importantes sur le Pays d'Arles... Et puis il n'y a pas que le Pays d'Arles, la Région est composée de 6 départements. Je pense que les autres départements réclameraient l'équivalent... Même moi, au titre des autres "Pays" de ce département, je vais demander l'équivalent... Non, ce n'est pas possible. Je crois qu'il faut aujourd'hui être convaincu qu'il y a une réforme qui est en cours et que l'institution va être créée. Je suis allée voir le Premier ministre le 17 décembre, auquel j'ai re-

**"29 communes sans gare, sans aéroport... C'est compliqué au niveau financier"**

mis mon rapport officiellement. Le préfet a remis le sien le 31 décembre. Je vais d'ailleurs le rencontrer la semaine prochaine. Je pense qu'il faut que chacun garde son identité, que la proximité retourne aux communes et que cette nouvelle institution s'occupe de la partie structurante.

**C'est l'un des aspects de cette "nouvelle" Métropole qui se dessine ?**

Je pars du principe que la Métropole telle qu'elle a été faite précédemment a été trop vite, est allée trop loin... Elle a été imposée et son objectif était de s'occuper de tout. Pour moi, le maire c'est essentiel. L'idée c'est que la nouvelle institution s'occupe du structurant : aménagement du territoire, transports, activités économiques... Et qu'ensuite tout ce qui est "proximité" revienne aux communes. J'ai proposé qu'il y ait un conseil des communes à l'intérieur du conseil métropolitain qui puisse donner son avis sur tout ce qui concerne la commune. L'idée est d'avoir une fiscalité dynamique pour qu'on puisse être indépendant au niveau du département. L'important c'est que les impôts n'augmentent pas. Moi c'est ce que j'ai fait au Département depuis 2015 et je fais la même chose à la Métropole.

**Sur les délais ?**

J'ai remis mon rapport, j'attends désormais de découvrir celui du préfet et la décision du gouvernement qui devrait intervenir dans les trois mois à venir.

Recueilli par Rémi SIMONPIETRI

## À CHÂTEAURENARD

### La promesse de stabiliser la fiscalité

Pour la 3<sup>e</sup> année consécutive, Martine Vassal a participé à la cérémonie des vœux du maire de Châteaurenard, Marcel Martel, et du député Bernard Reynès. "Nous partageons ensemble la même vision du développement de ce territoire qui est à la croisée des chemins", a-t-elle lancé d'emblée au parlementaire, évoquant la fusion entre le Conseil départemental et la Métropole Aix-Marseille Provence voulue par le Président de la République. "Dont acte. Moi j'ai dit au Premier ministre : écoutez le terrain et les élus qui représentent la population", a-t-elle rappelé avant d'évoquer les principes qu'elle compte appliquer pour la métropole départementale et le budget de l'aide aux communes du Pays d'Arles (lire ci-contre).

La présidente a aussi parlé de la fin d'année difficile pour le pays : l'attentat meurtrier de Strasbourg et les violences "insupportables, inacceptables, inadmissibles" dans de nombreuses villes. "Elles doivent être réprimées avec la plus grande fermeté. L'heure doit être à l'ordre républicain". Enfin, elle a aussi parlé du mouvement des Gilets jaunes. "Ces colères et ces fractures ont sauté à la figure d'un gouvernement qui, depuis 18 mois dirige la France comme une start-up sans les corps intermédiaires et sans les élus locaux... Et qui a considérablement alourdi la feuille d'impôts". Et donc elle promet de continuer à suivre son fil rouge : stabiliser la fiscalité, ne pas augmenter les impôts et poursuivre les mesures concrètes pour augmenter le pouvoir d'achat. Nelly COMBE-BOUCHET



Martine Vassal promet de maintenir le cap : "pas d'augmentation des impôts". /PHOTO N.C.-B.